

Filière nucléaire : Macron tente d'effacer son passif

PAR MARTINE ORANGE

ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 11 FÉVRIER 2022



Emmanuel Macron à Belfort le 10 février © Photo. Jean-Francois Badias / AFP

Il fallait faire oublier le désastre d'Alstom, dans lequel il porte une lourde responsabilité. Jeudi, Emmanuel Macron a annoncé à Belfort le rachat de l'activité nucléaire à General Electric, censée être au centre de sa politique énergétique.

Avant même d'entendre le discours d'Emmanuel Macron ce jeudi 10 février, les salariés de General Electric (GE) à Belfort ne se faisaient aucune illusion : ils risquaient d'être les figurants d'« *un coup de com* », d'une énième «carte postale» adressée dans une campagne qui ne dit pas son nom. Et cela a bien été un discours de campagne électorale.

Le président de la République a **annoncé** sa grande relance du nucléaire en France, et présenté sa vision de la politique énergétique pour le pays, à mille lieues de ce qu'il a soutenu et réalisé pendant cinq ans. Concédant parfois à tous les salarié·es qui mènent bataille depuis des années qu'ils et elles avaient eu raison dans leur résistance.

L'avenir pour Emmanuel Macron passe désormais par le nucléaire. Il souhaite la construction de 6 EPR2 d'ici à 2035 – un calendrier jugé totalement irréaliste pour les connaisseurs du secteur. Il entend y ajouter 8 EPR2 en option. Mais tout cela n'en est qu'au stade des annonces : «*#Nous avancerons ainsi par paliers. [...] Nous allons engager dès les semaines à venir les chantiers préparatoires : finalisation des études de conception, saisine de la Commission nationale du débat public, définition des lieux d'implantation de trois paires d'EPR, montée en charge de la filière.*#»

Au cœur de cette stratégie, Emmanuel Macron a décidé de placer le rachat de l'activité nucléaire (les turbines Arabelle, les alternateurs, etc., composants indispensables dans toute construction de réacteurs dont l'essentiel est fabriqué à Belfort) de l'ancienne branche énergie d'Alstom vendue à GE en 2015, quand Emmanuel Macron était ministre de l'économie. Cette opération est censée incarner la volonté de reconquête industrielle du candidat, le retour à une souveraineté mise à mal pendant des décennies. Et surtout gommer par magie le désastre de la vente d'Alstom. Une catastrophe industrielle dont il est en grande partie responsable et qu'**il ne parvient pas à faire oublier**.



Emmanuel Macron à Belfort le 10 février. © Photo. Jean-Francois Badias / AFP

« *C'est pathétique. Il essaie d'effacer l'erreur qu'il a commise. Si on n'avait pas eu le malheur d'entrer chez GE, on n'aurait pas aujourd'hui à en sortir* », s'indigne Laurent Santoire, délégué syndical central CGT de GE power, résumant en quelques mots le sentiment partagé par les responsables de l'intersyndicale du groupe à Belfort. «*C'est l'aveu de Macron qu'il s'est lourdement trompé sur notre souveraineté, lourdement trompé sur GE, qui a conduit le groupe à la Berezina. Il tente de tout faire oublier en espérant que les Français ont une mémoire de poisson rouge* [moins d'une minute, selon les scientifiques – ndlr]», renchérit le député LR Olivier Marleix, ancien président de la commission d'enquête sur la politique industrielle de l'État, qui **a mis au jour nombre de manœuvres dans ce dossier**.

La mémoire de l'affaire Alstom

Les salarié·es de Belfort, et plus largement la population du territoire, n'ont rien oublié pour leur part. Ils et elles connaissent sur le bout des doigts le rôle joué par Emmanuel Macron dans ce qui est

appelé ici le scandale Alstom: **ses plans secrets**, alors qu'il était secrétaire général de l'Élysée, lancés dès septembre 2012 à l'insu du gouvernement pour faire tomber Alstom dans les bras de GE ; son opposition en 2014 aux **tentatives d'Arnaud Montebourg**, alors ministre du redressement productif, accusé de vouloir faire en France un « *Cuba sans le soleil* », quand il tentait de contrer le rachat du géant américain ; le démantèlement assumé, dès sa nomination au ministère de l'économie, des maigres protections négociées par son prédécesseur.

Ils n'oublient surtout pas « *le saccage industriel* », comme le définit Philippe Petitcolin, coordinateur national CFE-CGC à GE, depuis ce rachat. Sept ans au cours desquels les activités industrielles ont été « réorganisées », délocalisées, démantelées. Sept ans pendant lesquels les plans sociaux se sont enchaînés dans tout le groupe, dans toutes les branches. Plus de 5 000 emplois ont ainsi disparu, dont 1 200 rien que dans **la branche énergie à Belfort**. Sept ans où l'État a fait preuve d'une bienveillance inattendue à l'égard de GE et a décidé de fermer les yeux.

Lors de la reprise des activités d'Alstom, le groupe américain avait pris des engagements fermes auprès des pouvoirs publics, promettant de créer 5 000 emplois en France au cours des trois années suivantes, de faire de Belfort le centre mondial pour les turbines à gaz, de développer les activités énergie du groupe. « **Aucun de ces engagements n'a été tenu**, rappelle Philippe Petitcolin. *Et le gouvernement n'a rien dit.* » Même lorsque l'intersyndicale a mis au jour, documents à l'appui, **le montage d'évasion fiscale mis en place par GE** pour échapper à l'impôt en France, il a détourné le regard.

À entendre le ministre des finances, Bruno Le Maire, tout cela relève du passé. Il faut savoir tourner la page. Et il n'y a aucune volte-face dans la conduite du gouvernement. Seules la situation, la crise énergétique auraient tout changé. « *La décision d'Emmanuel Macron de réinvestir massivement dans le nucléaire est une excellente nouvelle. Elle va permettre à la France de faire face à la transition climatique, de*

garantir son indépendance énergétique et de rester un des leaders mondiaux dans le domaine », a-t-il expliqué au micro de France Inter le 7 février.

Un rachat bricolé dans l'urgence

Le rachat des équipements industriels spécialisés de GE s'inscrit dans le cadre de cette relance annoncée. L'idée de ce rachat sur cette entité où l'État français gardait encore un droit de veto cheminait depuis plus de trois ans. Dès sa sortie de prison des États-Unis, Frédéric Pierucci, ancien cadre dirigeant d'Alstom **accusé de corruption** par la justice américaine en 2013 et celui par lequel arrive le scandale Alstom, tente de monter un tour de table pour la racheter. Un autre industriel spécialisé dans les services nucléaires, qui préfère garder l'anonymat, était aussi sur les rangs.

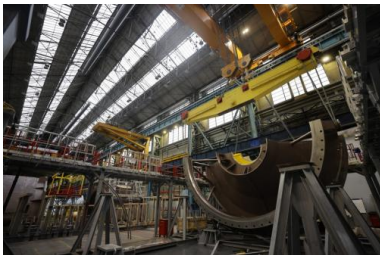
Parfaitement informé de ces projets, l'Élysée en a récupéré l'idée au moment où le conglomerat américain, en pleine déconfiture, a décidé de **céder toutes ses activités dans l'énergie**, notamment pour se recentrer sur l'aéronautique. La proposition élyséenne avait d'autant plus de chances d'être entendue par GE que son dirigeant en France est Hugh Bailey, **ancien conseiller technique d'Emmanuel Macron à Bercy**. Une solution de reprise a été imaginée et EDF a été désigné par l'Élysée comme le candidat naturel pour reprendre l'activité.

Est-il pertinent d'intégrer de nouvelles activités d'équipements industriels au sein d'un groupe opérateur ? Que deviennent les relations avec le groupe russe Rosatom, concurrent d'EDF, mais principal client de la branche ? Mystère. Le mot nucléaire semble suffire pour justifier tout.

Mais que rachète EDF exactement ? Au moment où Emmanuel Macron fait ses annonces à Belfort, rien n'est encore signé entre EDF et GE. Le conseil d'administration du groupe public s'est juste prononcé le 7 février sur une intention de rachat. Mais, à ce stade, les contours restent encore flous. Acceptant une nouvelle fois de se faire tordre le bras par le pouvoir, la direction de l'électricien a toutefois posé comme condition de n'acheter que les seules activités nucléaires de GE. « *On achète une entité qui n'existe*

pas. Cela entraîne un détournement compliqué, car il y a aussi les turbines pour les centrales au charbon et au gaz », reconnaît un cadre d'EDF.

Depuis des mois, les équipes d'EDF et celles de GE, accompagnées de banquiers d'affaires, tracent donc des projets selon des pointillés, prenant telle portion de l'activité, en rejetant une autre. EDF devrait racheter l'unité qui fabrique les équipements pour les centrales en construction, les services de maintenance et d'entretien pour les centrales déjà en fonctionnement. Le groupe doit aussi récupérer les brevets. Mais des interrogations subsistent notamment sur le sort réservé à l'ingénierie des commandes des systèmes (le cerveau des centrales qui permet de les piloter). Au total, la nouvelle entité devrait employer 3 500 personnes dans le monde (le groupe a des implantations importantes en Grande-Bretagne et en Inde), dont 2 500 en France.



Turbine nucléaire produite sur le site de Belfort. © Photo Jean-Francois Badias / AFP

« C'est ignorer ce qu'est notre industrie. Il y a des partages d'expérience, de compétences en permanence dans nos différents métiers. Et que vont devenir les 300 salariés qui travaillent sur les centrales charbon et au gaz ? Qu'advient-il des activités Grid (réseaux), hydro (pour les barrages) et renouvelables, qui sont ne sont pas rachetées mais qui sont pourtant indispensables dans la transition énergétique », interroge Laurent Santoire. À Belfort, tous redoutent le sort que GE projette pour ces activités.

En dépit des annonces, l'opération suscite plus de questions que d'approbation. Beaucoup ont le sentiment d'une opération bricolée à la va-vite pour permettre à Emmanuel Macron de faire ses annonces de campagne. « Emmanuel Macron a mis une telle

pression politique dans ce dossier qu'EDF devient l'otage de GE. C'est irresponsable », critique Olivier Marleix.

Une vision sans moyens

Parmi les points les plus critiqués, il y a le coût du rachat. Selon plusieurs sources, EDF rachèterait l'ensemble pour environ 270 millions d'euros, alors qu'au moment du rachat par GE, il était valorisé 558 millions. « Le gouvernement parle d'une bonne affaire. Mais ce n'est pas vrai. Parce que GE va partir avec toute la trésorerie des activités nucléaires », s'indigne Philippe Petitcolin. Cet abandon de trésorerie, ajouté à une reprise partielle de la dette, change notablement l'addition finale : au lieu des 270 millions d'euros annoncés, l'opération s'élève à 1,2 milliard d'euros. Ce qui n'est pas la même chose et laisse entrevoir la plus-value réelle que devrait réaliser GE. En sept ans, le groupe américain est appelé à plus que doubler sa mise de départ, alors que sa conduite a été catastrophique.

Cette disparition de la trésorerie inquiète au plus haut point les salarié-es de GE. Car ce n'est pas de l'argent accumulé, ce sont les avances que paient les clients, comme dans tous les grands contrats d'équipements, au moment de la commande, et qui servent à financer les réalisations par la suite. Comment vont-ils faire pour honorer ces contrats ? EDF est-il en capacité de reconstituer au plus vite leur trésorerie comme cela s'impose ?

À Belfort, les derniers déboires de l'électricien public, obligé par le gouvernement de revendre à perte de l'électricité à ses concurrents au nom de la défense du pouvoir d'achat des ménages, n'ont échappé à personne. Tout le monde a compris que la politique du « en même temps » de l'énergie, prônée par le pouvoir, allait plomber durablement EDF. Comment le groupe public, qui risque de perdre 8 milliards d'euros par décision gouvernementale, qui doit faire des investissements considérables dans son parc actuel, qui doit assumer déjà la construction de trois EPR – un à Flamanville, deux sur le site britannique de

Hinkley Point –, va-t-il pouvoir dégager les ressources financières nécessaires pour soutenir une activité qui n'est pas au cœur de son métier ?

« On risque d'être virtuellement dans une situation de déficit permanent et de ne pas changer de logique, en continuant à aligner les plans d'économie, les plans sociaux, redoute Laurent Santoire. Le temps de la politique et de la finance, celui des annonces, cela suffit. Il faut retrouver le temps long de l'industrie. »

« Si l'on veut relancer le nucléaire, il faut reconstruire une vraie filière industrielle », renchérit Philippe Petitcolin, pointant les destructions intervenues au cours de ces dernières décennies. Dans son discours, Emmanuel Macron se veut rassurant. Grâce à lui, toutes les difficultés sont derrière : « En donnant de la visibilité avec des entrées en fonction en 2035, puis un deuxième palier qui ira même au-delà, on se donne une profondeur de champ qui permet de donner du plan de charge, de développer et de planifier le développement, dont on a besoin, et aussi préparer et monter les compétences », a-t-il expliqué.

« Il y a un écart substantiel entre la vision et les moyens », pointe Philippe Petitcolin. 6 EPR et peut-être 8 en plus sont promis, mais rien n'est dit sur les

financements, sur les investissements nécessaires, sur la nécessaire reconstruction d'un écosystème avec les partenaires, les sous-traitants qui ont été laminés par GE. Pourtant 80% des composants d'une turbine sont achetés à l'extérieur. Rien de très concret non plus sur la formation, la montée en qualité, la transmission des compétences et des savoir-faire. « Rien ne s'improvise dans l'industrie », dit Laurent Santoire. « Il faut entre trois et cinq ans pour qu'un salarié sache parfaitement des machines et des équipements pour fabriquer une turbine », rappelle-t-il en guise d'exemple.

Mais à aucun moment le pouvoir n'a cru bon d'entendre ces récits du terrain. Pas une seule fois, les conseillers, le groupe EDF, les banquiers n'ont souhaité rencontrer les délégués du personnel de GE ou des salarié-es pour les écouter, entendre leurs expériences. Comme au temps de la vente de GE, comme sur tous les dossiers industriels sur lesquels l'Élysée entend avoir la haute main, tout se discute et s'arbitre en petit comité. Rien qu'en cela Emmanuel Macron montre qu'il n'a tiré aucune leçon de ses erreurs sur Alstom et illustre sa profonde incompréhension de l'industrie.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.